

Les prix restent exorbitants

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4903 - Dimanche 13 octobre 2019 - Prix : 10 DA

Du 15 au 19 octobre à Tizi Ouzou

3^e édition de «Tizi Bulle»

Page 24

Après un mois riche en rebondissements

Aujourd'hui, la Tunisie choisit son nouveau président

Page 3

**Tunisie, l'égale
sérénité
de Saïed
et de Karoui**

Par Mohamed Habili

La première chose à relever s'agissant du face-à-face de vendredi, 24 heures donc avant le scrutin d'aujourd'hui, entre les deux finalistes de la présidentielle en Tunisie est le respect dont ces derniers ont fait preuve l'un envers l'autre pendant les plus de deux heures qu'aura duré l'exercice. Les deux présentateurs, un homme et une femme, s'y sont même pris plus d'une fois pour les engager à se montrer plus offensifs l'un à l'égard de l'autre, en se coupant la parole par exemple, ou en cherchant à mettre l'autre en difficulté, en y allant entre autres de questions gênantes, mais rien n'y a fait. Pas une fois Nabil Karoui et Kais Saïed ne se sont départis de l'attitude pleine de déférence qu'ils ont décidé d'observer cette soirée-là l'un pour l'autre. De sorte que ce sont les journalistes qui dans la dernière partie du débat ont dû faire en quelque sorte les méchants en posant ces questions censées déranger l'un et l'autre candidat. On aurait pu pourtant penser que Nabil Karoui au moins aurait intérêt à chercher la polémique et la confrontation, lui qui a un retard de plusieurs jours de campagne à rattraper par rapport à son rival, pour les avoir passés en prison, dont il n'a été libéré qu'à la veille du débat. Vers la fin d'ailleurs, il a bien semblé tenté de changer de style, mais comme Kais Saïed a redoublé d'affabilité à son endroit précisément à ce moment, force lui a été de renoncer aussitôt sa hargne naissante. En tant que favori, Saïed n'avait lui rien à gagner d'un agrissement du débat.

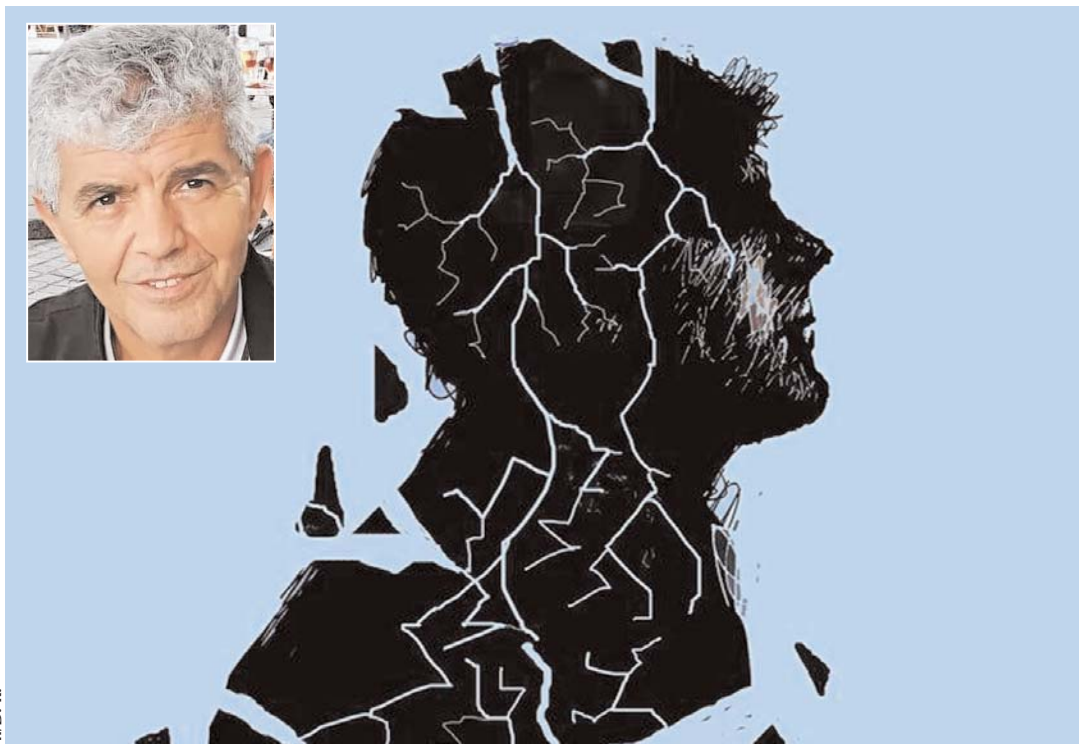
Suite en page 3

Mahmoud Boudarene, psychiatre

«Un observatoire national sur le suicide, une urgence»



Ph/D. R.



Jeudi dernier a eu lieu la Journée mondiale de la santé mentale qui coïncide avec le 10 octobre de chaque année. Pour cette année, le thème retenu par l'OMS pour la célébration de cet événement a été «la prévention du suicide». Sur ce sujet, le docteur Mahmoud Boudarene, psychiatre et auteur, a bien voulu apporter, pour les lecteurs du «Jour d'Algérie», certains éclaircissements sur cette tragédie qui frappe tant les familles que la société dans sa globalité. Lire page 2

Commentant la scène politique dans le sillage du hirak

Makri s'attaque aux «nouveaux débarqués»

Page 24

Musique

L'Orchestre Concilium Musicum Wien s'invite à Béjaïa

Page 13

Mahmoud Boudarene, psychiatre

«Un observatoire national sur le suicide, une urgence»

■ Jeudi dernier a eu lieu la Journée mondiale de la santé mentale qui coïncide avec le 10 octobre de chaque année. Pour cette année, le thème retenu par l'OMS pour la célébration de cet événement a été «la prévention du suicide». Sur ce sujet, le docteur Mahmoud Boudarene, psychiatre et auteur, a bien voulu apporter, pour les lecteurs du «Jour d'Algérie», certains éclaircissements sur cette tragédie qui frappe tant les familles que la société dans sa globalité.

Par Lynda Naili

Le Jour d'Algérie : A titre de prévention, le ministre de la Santé a plaidé pour l'établissement d'un registre national permettant de recenser les cas de suicide dans le pays, ce qui, selon lui, permettra aux spécialistes de travailler sur la prévention contre ce phénomène. Estimez-vous que l'urgence est dans ce genre de démarche ?

Dr Mahmoud Boudarene : Aucune étude sérieuse n'a été faite dans notre pays concernant ce fléau. Ni prospective, ni rétrospective. Tous les chiffres avancés ici ou là sont une improbable approximation. Pour autant, il aurait suffi de constituer une banque nationale de données sur le suicide. Sa prévalence serait connue avec exactitude et le profil des suicidés aurait été appréhendé dans les détails. Age, sexe, état civil, niveau socio-culturel, scolarité, activité professionnelle, suivi psychiatrique antérieur, présence ou non de maladies mentales dans la famille... auraient constitué des éléments d'information précieux qui auraient pu être collectés. Une cellule de veille installée dans chaque wilaya, dûment mandatée, aurait fait ce travail. Les personnes qui la composent se rapprochent systématiquement de la famille du suicidé pour mener cette enquête et collecter les informations nécessaires à la constitution de la banque nationale de données. Un travail lourd mais indispensable pour avoir une photographie exacte du suicide dans notre pays. Ces cellules de veille seront dotées de tous les moyens dont elles auront besoin pour mener à bien cette tâche. Sans une réelle volonté politique cette mission est bien sûr impossible. En outre, il faut un observatoire national sur le suicide, ce pour quoi personnellement je plaide depuis longtemps. L'Algérie a moins besoin d'un recensement des cas de suicides que d'une véritable structure composée d'experts en la matière, capables de donner du sens aux données recueillies et de les mettre en cohérence avec les stratégies nationales en matière de prévention pour la santé mentale en général et le suicide en particulier.

Avec 500 ou 600 cas de suicide déclarés en Algérie, celui touchant les jeunes et les enfants demeure le plus inquiétant. Comment expliquer qu'un écolier puisse passer à l'acte ?



P.H.D.R.

Annoncer qu'il y a 500 ou 600 cas de suicide dans notre pays peut paraître énorme, mais ces chiffres ne veulent rien dire s'ils ne sont pas rapportés à l'ensemble de la population. On ne se suicide pas plus en Algérie qu'ailleurs, mais un décès par suicide est un décès de trop. Il faut s'en préoccuper.

Comme l'adulte, mais beaucoup moins fréquemment, l'enfant ou plutôt l'adolescent peut être concerné par l'idée du suicide. Je ne sais pas si le passage à l'acte chez cette catégorie de population est plus fréquent aujourd'hui mais il a toujours existé. Il est souvent passé inaperçu parce que souvent «confondu» avec l'accident. Ce qui amène un enfant ou un adolescent à ce genre de passage à l'acte est difficile à cerner et, si un lien est quelquefois établi avec un échec scolaire ou à un examen, les choses sont en réalité beaucoup plus complexes. La vie à l'école est importante, voire déterminante, pour l'équilibre psychologique de l'écolier. De graves dysfonctionnements, comme le harcèlement moral et psychologique par des camarades et/ou un enseignant, peuvent y survenir et affecter gravement le climat affectif de l'élève et l'amener à commettre

ce geste désespéré.

Nait-on avec des tendances suicidaires ou s'agit-il de troubles psychologiques développés par la victime ou tout simplement la présence de facteurs de risque qui déclenchent une crise suicidaire faisant qu'une personne d'apparence normale met fin à ces jours ?

Je crois que c'est tout cela à la fois. La génétique, l'éducation et le climat affectif durant l'élevage, la vie et l'environnement additionnent les événements qui y surviennent pour fragiliser le sujet et l'amener, quelquefois, à ce passage à l'acte extrême. En réalité, tout un chacun peut être concerné par l'idée ou le passage à l'acte suicidaire. Il faut savoir que la tentative de suicide et/ou le suicide accompli sont le fait de personnes qui sont dans une grande détresse psychologique, du fait d'une maladie mentale avérée ou du fait de très graves difficultés qui hypothéquent le destin personnel de l'individu. Parfois, ces deux éléments sont additionnés.

Dans notre pays, le suicide touche les jeunes entre 18 et 35 ans. C'est cette population qui est le plus concernée par les maladies mentales, notamment

les psychoses, la schizophrénie en particulier et les pathologies de nature dépressive, à l'exemple de la mélancolie délirante. Ces maladies sont responsables de plus de 80 % des passages à l'acte suicidaire. Mais cette tranche d'âge constitue aussi la population qui est touchée par le chômage et la misère sociale. Une tranche d'âge qui est, du fait de cette mal-vie, en proie aux autres fléaux sociaux, à l'instar des conduites d'addiction – les toxicomanies – qui accentuent le risque de passage à l'acte, et de plus en plus la hargne que certains n'hésitent pas à qualifier de conduite suicidaire.

Le sujet de sexe féminin habituellement moins exposé socialement à l'échec se trouve de plus en plus confronté au désir d'occuper une place entière dans la société et si les tentatives de suicide sont plus nombreuses chez la femme, les problèmes auxquels elle fait aujourd'hui face fragilisent davantage sa position sociale en même temps qu'ils font naître chez elle un profond désespoir. Elle doit assumer plusieurs rôles, en particulier celui de la mère et de l'épouse et celui de la femme qui travaille. Au mieux, elle est sous la pression de son collègue qui lui refuse l'accès à ce rôle de femme qui travaille, au pire, elle est l'objet de harcèlement moral et/ou sexuel. Une situation qu'elle subit à huis clos et une souffrance qu'elle ne peut partager du fait que le foyer est la seule place qui lui est «conçédée» par la société algérienne et que le code de la famille «enfonce le clo» en en faisant une mineure à vie.

Les tentatives de suicide étant beaucoup plus nombreuses, quelle prise en charge est préconisée dans ce cas pour éviter une récidive ?

Les tentatives de suicide sont de 10 à 15 fois plus nombreuses que le suicide accompli. Bien sûr, ces personnes doivent être écoutées et prises en charge avec l'idée qu'il faut les amener à ne plus recommencer, parce qu'elles recommencent souvent.

Le principe de base consiste à comprendre pourquoi cette personne a décidé d'en finir avec la vie. Les raisons invoquées peuvent être franchement pathologiques et trouver alors une réponse axée essentiellement sur un programme thérapeutique adapté à la maladie.

Si les raisons qui ont amené le sujet à cet acte ne s'inscrivent pas dans un contexte pathologique, la prise en charge peut

s'avérer plus ardue parce que le manque de bonheur et la souffrance psychologique due à des causes sociales objectives ne trouvent pas toujours solution dans un cabinet de médecin. La médecine ne soigne pas le malheur, quelles qu'en soient les causes, et elle n'a pas de solution à la détresse sociale. Il faut donc décoder le message envoyé par la tentative de suicide et le faire savoir à la personne qui a fait ce geste, d'une part, et le faire comprendre à la famille et aux proches, d'autre part. Ce geste a toujours une signification. Il est un moyen de communiquer quand les réseaux «habituels» de communication sont inopérants. Le rôle du médecin est de servir de médiateur entre le suicidant et son environnement social pour restaurer le lien de communication et de compréhension. La tentative de suicide, alors privée de son objet, ne sera plus indispensable. Mais est-il toujours possible de restaurer ces «canaux traditionnels» de communication entre ces sujets à risque et leur environnement familial, social, etc. ?

Comment se déclinent les modalités de la prévention du suicide ?

Le suicide peut être prévenu, non pas pour l'éradiquer, parce que cela est impossible, mais pour en réduire le nombre. Il faut lutter contre les causes qui amènent le sujet à élaborer le projet de mettre fin à ses jours. Les pathologies mentales susceptibles de conduire au passage à l'acte doivent être traitées et leurs rechutes prévenues. Aisément identifiables, ces affections seront traitées rapidement. Ici, la prévention donne des résultats probants, mais là aussi le risque suicidaire peut tout de même survenir malgré les efforts consentis pour le prévenir. Plus généralement, l'irruption du suicide comme un phénomène social gravissime dans notre pays peut trouver son explication dans la dégradation des conditions d'existence du citoyen. Cette souffrance est objective même si les sujets, femme ou homme, souffrent chacun avec sa spécificité. Faire appel dans ce cas à la médecine est vain.

Si cette dernière peut être d'un apport et/ou d'un conseil, ceux-ci sont toujours limités et si l'individu est dans le désespoir parce que ses conditions de vie sont sordides ou misérables, la solution à cela est ailleurs. Dans la décision politique. Le bien-être et le bonheur sont les garants de la santé et bien sûr la meilleure prévention du passage à l'acte suicidaire.

L. N.

Après un mois riche en rebondissements

Aujourd'hui, la Tunisie choisit son nouveau président

■ Après une campagne digne d'un feuilleton télévisé, les Tunisiens vont choisir aujourd'hui leur président, entre un universitaire hermétique sans expérience du pouvoir et un homme d'affaires poursuivi pour fraude fiscale et libéré à quatre jours du second tour. Les sept millions d'électeurs retournent aux urnes pour la troisième fois en un mois, dans une ambiance fébrile, pour la seconde présidentielle au suffrage universel depuis la révolution de 2011.

Par Meriem Benchaoua

Les deux candidats qualifiés pour la deuxième tour se sont affrontés lors d'un débat télévisé qui a tenu toutes ses promesses, et dont les observateurs ont salué la qualité. Qui du juriste intègre aux alliés sulfureux ou du publicitaire aux affaires douteuses sera élu ? Échanges courtois mais fermes, questions de fond sans complaisance: le débat sans précédent qui a opposé les deux finalistes de la présidentielle tunisienne, l'universitaire Kais Saïed et l'homme d'affaires et des médias Nabil Karoui, a été salué, à moins de deux jours du scrutin. Un «débat historique», annoncent d'emblée les deux journalistes qui animent ce face-à-face diffusé sur la plupart des chaînes du pays entre deux candidats diamétralement opposés. Sécurité, diplomatie... ce débat abordant les principales prérogatives présidentielles clôt une campagne rocambolesque dans le berceau des printemps arabes de 2011, marquée par la libération mercredi de M. Karoui, incarcéré depuis un mois. Sa libération a relancé la campagne électorale, juste le temps de faire deux grands meetings dans le centre de Tunis vendredi. Le premier tour, qui a eu lieu le 15 septembre, a balayé tous les dirigeants sortants, propulsant à la première place un spécialiste du droit constitutionnel, Kais Saïed, 61 ans. Il a obtenu 18,4 % des voix après une campagne de terrain qui a mobilisé des jeunes en relançant les idéaux de la révolution de 2011. Face à lui, le magnat des médias Nabil Karoui, 56 ans, issu du sérail politique, mais à couteaux tirés avec une bonne partie des diri-



geants. Il a mené campagne auprès des plus démunis et via la chaîne de télévision qu'il a fondée, Nessma, récoltant 15,6 % des voix. Le décès du président Béji Caïd Essebsi en juillet a accéléré le calendrier électoral, mais la Tunisie vit depuis des mois au rythme des calculs électoralistes. Dès juin, le gouvernement avait tenté de faire adopter une modification contestée du code électoral, qui aurait écarté M. Karoui du scrutin.

«Mafieux» contre «je-ne-sais-quoi»

Ce dernier, sous le coup d'une enquête pour fraude fiscale et blanchiment depuis 2017, avait finalement été incarcéré le 23 août. La date comme les modalités de l'arrestation ont alimenté des accusations d'instrumentalisation de la justice par le

sein du groupe de télévision et de publicité qu'il a fondé, Nessma. Bien que libre, M. Karoui reste inculpé dans cette affaire. De son côté, M. Saïed n'a fait que peu d'apparitions publiques, martelant dans deux interviews télévisées que c'était aux jeunes Tunisiens de faire leur programme et de s'appuyer sur la loi pour relancer la transition amorcée en 2011 avec le départ de Zine el Abidine Ben Ali. Ses propositions de «souveraineté populaire», de lutte contre la corruption et de décentralisation du pouvoir, ont conquis de nombreux jeunes. Il défend aussi des positions ouvertement conservatrices sur le plan social, tout en se refusant à instrumentaliser l'islam pour la politique. Il est opposé à l'égalité entre hommes et femmes en matière d'héritage, contre une légalisation de l'homosexualité, bien qu'il soit opposé à l'incarcération des gens en raison de leur orientation sexuelle.

Tractations pour le gouvernement

Hormis sa propre formation, peu de partis ou personnalités politiques de poids ont appelé publiquement à voter pour M. Karoui, contrairement à M. Saïed. Le scrutin se déroule en pleines tractations pour mettre sur pied un gouvernement, une semaine après des législatives ayant dessiné un Parlement dominé par le parti d'inspiration islamiste Ennahdha, qui est cependant très loin d'une majorité, avec 52 sièges sur 217. Le parti de Nabil Karoui, Qalb Tounes, est arrivé second avec 38 sièges.

M. B.

Fruits de mer et poissons

Les prix restent exorbitants

Dans les différentes poissonneries du pays, une palette de poissons et de fruits de mer est quotidiennement exposée à la vente. De nombreux citoyens visitent les lieux mais sans pour autant acheter à cause des prix proposés, jugés exorbitants.

Le poisson et les fruits de mer restent plus inabordable pour les bourses modestes. Ils sont souvent destinés aux riches malheureusement avec une moyenne de plus de 500 DA/kg pour la sardine, jusqu'à 1 000 et 1 200 DA/kg pour le poisson d'élevage, dont le loup, alors que le prix du kilogramme de crevette est maintenu à un seuil de 2 500 DA, contre 3 500 DA pour la crevette royale. Le kilogramme d'espadon est, quant à lui, pro-

posé à 2 400 DA contre 1 600 DA à 2 000 DA pour le kilo de daurade et de mérout. Le thon rouge est cédé souvent à plus de 2 000 DA le kg. Ces prix sont pratiqués dans les différentes poissonneries du pays et peuvent même doubler dans certaines poissonneries comme c'est le cas à Jijel, wilaya côtière, bizarrement ! et dans d'autres wilayas de l'intérieur. À Alger, à la poissonnerie de Clauzel, ces mêmes prix sont pratiqués. Les visiteurs ne sont pas nombreux, et ceux qui osent franchir la porte de cette dernière, sont très vite refroidis par les prix exorbitants. Certains visiteurs rencontrés à Clauzel disent être devenus accros à cette visite quotidienne. «Je fais au moins trois fois le tour

de la poissonnerie par semaine. Je demande les prix des poissons ainsi que des fruits de mer sans trop acheter car les prix sont trop élevés, c'est un luxe que le simple citoyen ne peut pas s'offrir, même pas une fois par semaine malheureusement sachant qu'on est une ville côtière et le port est juste à quelques mètres», nous dira un père de famille. D'autres, par contre, n'hésitent pas à négocier les prix, histoire de voir la possibilité d'acquiescer certains types de poissons à la portée de leur bourse ou même de mettre la main à la poche pour acquiescer crevettes et différentes sortes de poisson blanc à haute valeur nutritionnelle. De leur côté, les marchands de poissons défendent les prix

de leurs produits. Selon eux, les prix à la hausse sont justifiés par un «manque en fermes d'élevage aquacole, qui auraient pu pallier cette baisse des prises en mer». Certains vendeurs ne nient pas le fait que le poisson qu'ils vendent à ce prix-là est généralement destiné à une catégorie aisée de la population.

«Je ne vais pas vous mentir. Il est vrai que nos produits ne sont pas à la portée de tout le monde. Par exemple, une famille de 5 personnes, de revenu moyen, ne peut pas se permettre un kilo ou deux de crevettes à 3 500 DA le kilo mais elle peut acquiescer, selon lui, de la sardine et certains petits poissons à des prix n'excédant pas les 800 DA le kilo». Devant cette injustice qui ne risque pas

LA QUESTION DU JOUR

Tunisie, l'égalité sérénité de Saïed et de Karoui

Suite de la page une

La deuxième chose à relever, c'est qu'en matière sociale, les deux hommes sont sur la même ligne centriste. C'est ainsi que l'un et l'autre font le même constat de paupérisation d'une bonne partie des Tunisiens, et donc pour faire de la lutte contre elle leur priorité. Même si Karoui a quelquefois donné le sentiment d'être plus engagé sur ce front-là. Pour autant, ni l'un ni l'autre n'a détaillé son programme de lutte contre la pauvreté, bien qu'ils en fassent tous deux une cause nationale empreinte d'une grande urgence. En effet, les prérogatives du président tunisien de la république au terme de la Constitution de 2014 ne lui permettent guère de prendre par les cornes une question de cette nature. Ce serait toutefois quelque chose de possible si par chance il disposait d'une majorité à l'Assemblée, que celle-ci soit issue du même courant politique que lui, ou qu'elle professe seulement le même avis que lui sur la ou les questions à ses yeux essentielles. Comme ni Karoui ni Saïed ne sont dans ce cas, même si leur situation vis-à-vis de l'Assemblée est différente, on voit mal comment ils pourraient s'attaquer à la pauvreté si le gouvernement issu des récentes législatives, à supporter bien sûr qu'il puisse voir le jour, ce qui est loin d'être acquis, n'était pas à cet égard sur la même longueur d'onde qu'eux. S'il n'est pas un président sans pouvoir aucun, le président tunisien n'est quand même pas l'unique chef de l'exécutif, il s'en faut. En particulier, il ne lui revient pas de définir et de mener la politique économique du pays. On voit mal dans ces conditions ce que Saïed ou Karoui peuvent faire contre la pauvreté si l'Assemblée et le gouvernement qui en dépend n'y voient pas pour leur part la priorité des priorités. C'est d'ailleurs ici qu'apparaît le plus nettement ce qui distingue les deux hommes. Saïed est partisan d'une révision constitutionnelle, dont dépendant il se garde bien de définir les termes, bien qu'il soit clair qu'il veut par son entremise renforcer les pouvoirs du président de la république. A la différence de son rival, qui lui se reconnaît dans la Constitution actuelle. M. H.

de changer, l'Association de protection des consommateurs a souvent dénoncé cette pratique des prix exorbitants des fruits de mer et des poissons, elle avait même appelé au boycott de la sardine pour baisser son prix qui était, durant un moment, monté jusqu'à 900 DA le kilo.

Thinhinene Khouchi

Conférence internationale demain à Bou Ismail (Tipasa)

Le traitement de l'eau sous diagnostic

■ Les technologies de traitement durable de l'eau et de l'environnement seront ce lundi au centre d'une conférence internationale organisée à l'Unité de développement des équipements solaires (UDES) de Bou Ismail (Tipasa), a indiqué samedi le président du comité d'organisation de cette rencontre, le D^r Mohamed Abbas dans un communiqué.



Par Samiha A.

Selon le D^r Abbas, également chercheur à l'UDES, les participants (experts algériens et étrangers du domaine) à cet événement scientifique, de trois jours, aborderont plusieurs axes liés notamment au «dessalement d'eau de mer», «réutilisation des

eaux traitées», «le rôle des énergies renouvelables», et «impacts socio-financiers et environnementaux», est-il signalé dans le document. L'opportunité, qui réunira également des étudiants, enseignants et chercheurs du domaine de tous bords, donnera, aussi lieu à la présentation des «dernières études et nouveautés en matière de traitement

des eaux et des énergies renouvelables», est-il précisé de même source. La rencontre est organisée à l'initiative de l'UDES relevant du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER), en collaboration avec le Groupe études et réalisations hydrauliques, la société Sonelgaz, l'entreprise nationale de charpente et chaudronnerie,

et l'Agence thématique de recherche en sciences et technologie, aux côtés d'un nombre de sociétés privées.

L'Algérie accueille l'atelier régional de formation UIT/ITSO

L'Algérie accueillera, du 13 au 17 octobre courant, l'atelier régional annuel de formation de l'Union internationale des télécommunications (UIT) et de l'Organisation internationale des télécommunications par satellite (ITSO), indique, samedi, un communiqué du ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique (MPTTN). Organisé par l'Agence nationale des fréquences (ANF), sous l'égide du MPTTN au Cyber parc de Sidi Abdallah (Alger), cet atelier qui portera sur «Les télécommunications par satellite dans la région arabe» est destiné notamment aux ingénieurs activant dans le domaine des télécommunications et réseaux, outre les employés des instances gouvernementales de régulation et des compagnies de télécommunications, précise la même source, ajoutant que des chercheurs africains prendront également part à cet événement. Cet atelier permettra aux participants «une compréhension globale des sys-

tèmes, des protocoles et des technologies satellitaires y compris les concepts inhérents au VSAT et les questions de politiques et d'organisation notamment le rôle des télécommunications par satellite régionales et internationales et des organisations activant dans ce domaine». A rappeler que cet atelier de formation s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre le Secteur du développement des télécommunications de l'UIT et l'ITSO, dont le MPTTN a bénéficié afin de promouvoir la formation en matière de télécommunications par satellite. Le choix de l'Algérie pour accueillir cet atelier dénote «de son rôle au plan régional dans le domaine des télécommunications par satellite ainsi que de l'importance qu'elle accorde à ce secteur, notamment à travers le lancement de son premier satellite ALCOMSAT-1 qui devrait contribuer à ériger l'activité spatiale en outil pour la réalisation du développement économique durable», souligne le ministère. Cette démarche requiert, ajoute le communiqué, le recours aux ressources humaines hautement qualifiées dont les ingénieurs et cadres, pouvant être acquises à travers le transfert de technologies, des connaissances et des expertises lors de telles rencontres de haut niveau. S. A./APS

Médéa/Derrag

Reboisement et collecte de déchets en plastique

Des opérations de reboisement et de collecte de déchets en plastique ont été menées samedi dans la commune de Derrag (110 km au sud-ouest de Médéa) par les Scouts musulmans algériens, a-t-on appris du commissaire local des SMA, Fodhil Safar Bouni. Au total, 200 scouts, issus des différentes communes de la wilaya

de Médéa, ont participé à la mise en terre d'arbustes, au niveau d'espaces verts éparpillés à travers le centre-ville de cette commune agropastorale, pour marquer le début d'une vaste opération de boisement qui s'étalera jusqu'à la fin de l'année en cours et touchera d'autres communes de la wilaya, a-t-il indiqué. Une opération de collecte de

déchets en plastique a été également menée par ces jeunes scouts, dont beaucoup d'entre eux avaient participé, fin septembre et début octobre courant, à des actions similaires, organisées dans plusieurs agglomérations urbaines, sur une initiative de la direction locale de l'environnement, a ajouté Safar Bouni. Toujours selon le même

responsable, des actions caritatives sont programmées, durant cette saison, au profit des catégories névralgiques de la société, afin de permettre aux familles démunies de passer l'hiver dans de bonnes conditions et apporter aide et assistance aux personnes aux besoins spécifiques qui vivent dans des zones enclavées, a-t-il souligné. Hani T.

Tlemcen/Travaux publics

20 milliards de DA pour l'aménagement des routes et ouvrages d'art

Une enveloppe financière de 20 milliards DA a été allouée à la wilaya de Tlemcen pour l'aménagement de plusieurs routes nationales et ouvrages d'art durant la période allant de la fin 2018 au premier semestre 2019, a-t-on appris samedi de la direction locale des travaux publics. Le chef du service maintenance et exploitation des routes, Mohamed Ali Dahmane, a indiqué que le ministère des Travaux publics et des Transports a consacré pour cette période une enveloppe de 8 milliards DA alors que la wilaya a dégagé 12 milliards DA pour la réfection des routes nationales et des ouvrages d'art. Ces travaux ont porté sur l'aménagement de la RN N 7A entre les communes de Maghnia et Marsa Ben M'hidi sur une distance de 60 km, le premier tronçon du chemin côtier reliant les communes de Ghazaouet et Marsa Ben M'hidi

(16 km), la RN 2 reliant Amieur et Bensakrane (25 km) outre la pénétrante de Maghnia, sur une distance de 11 km et un ouvrage d'art de la commune de Marsa Ben M'hidi. Les travaux d'aménagement ont également touché le CW 100 entre les communes de Souani et Nedroma, sur une distance de 36 kms, le CW02 reliant les communes de Hammam Boughrara et Sabra (14 km), le CW 38 A reliant ElFhouel et Ain Youcef (12 km) ainsi que l'extension de la RN 99 reliant les communes de Nedroma et Maghnia (10 km), la réalisation de 5 passages piétonniers dont 3 à Tlemcen et un à Zenata et un autre à Oued Lakhdar. Un montant de 200 000 DA a été affecté cette année pour la maintenance périodique des routes dont 50 pc ont été consommés le premier semestre dernier pour la pose de panneaux

de signalisation horizontaux et verticaux et la réhabilitation de certaines voies. Il est prévu d'autres actions de maintenance et aménagement de routes nationales et chemins de wilaya à travers les communes de la wilaya. Il s'agit de la réalisation de 3 ouvrages d'art dans les communes de Tlemcen, Remchi et

Mansourah, l'extension de la piste d'atterrissage de l'aéroport Messali-Hadj sur 800 mètres, le nettoyage des ports de Ghazaouet et Marsa Ben M'hidi. Mohamed Ali Dahmane a souligné, par ailleurs, que la direction locale des travaux publics a obtenu l'accord de principe du ministère de tutelle pour le classement

de 13 chemins de wilaya en routes nationales sur 500 km de la demande de l'APW, lors de sa dernière session. Pour rappel, la wilaya de Tlemcen compte 100 km de l'autoroute Est-Ouest, 765 km de routes nationales, 1 189 km de chemins de wilaya et plus de 2 000 km de chemins vicinaux. Maya h.

M'sila

Réception prochaine de 600 logements AADL

UN QUOTA de 600 logements de type location-vente (AADL) implanté dans la commune de M'sila sera réceptionné «avant la fin du premier semestre 2020», ont annoncé samedi les services de la wilaya. Les travaux de réalisation de ces logements avancent à un rythme jugé «acceptable», ce qui permettra la réception de ce quota qui fait partie d'un programme global de type AADL estimé à 1 600 logements actuellement en chantier, a-t-on précisé de même source. Les souscripteurs au programme AADL attendent leurs appartements depuis plus de 8 ans, a rappelé la même source affirmant que la réception prochaine de ce quota contribuera à alléger la demande de logement au niveau de la capitale du Hodna et à baisser le taux d'occupation du logement (TOL) de 5 à 4,5 personnes par logement. Un autre quota estimé à plus de 1 000 logements du même type localisés au chef-lieu de wilaya sera livré au cours de l'année 2020, ont signalé les services de la wilaya ajoutant que la capitale du Hodna a bénéficié durant les huit dernières années de 1 600 logements (AADL). L. K.

Pétrole

Les prix en forte hausse après une attaque contre un tanker iranien

■ Les prix du pétrole ont clôturé en nette hausse après l'attaque d'un tanker iranien au large des côtes saoudiennes, un incident de nature à aviver le conflit entre ces deux importants producteurs de brut.

Par Sara Y.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre s'est apprécié de 1,41 dollar, ou 2,4 %, pour finir à 60,51 dollars. A New York, le baril américain de WTI pour novembre, la référence aux Etats-Unis, a gagné 1,15 dollar, ou 2,1 %, pour clôturer à 54,70 dollars. Les cours se sont soudainement emballés après l'annonce d'explosions sur le navire. La National Iranian Tanker Company (NITC), opérateur administrant la flotte de navires pétroliers de l'Iran, a déclaré que la coque du tanker Sabiti avait été touchée par deux explosions «probablement causées par des frappes de missile», à environ 100 kilomètres des côtes saoudiennes. «Cela n'a pas été confirmé, mais il semble que ce soit l'œuvre de l'Arabie saoudite», a souligné Stewart Glickman, de CFRA. «Si c'est bien le cas, cela pourrait conduire à une escalade des tensions entre l'Iran et l'Arabie saoudite et tout ce que cela implique pour la production dans ces pays et pour le transport du brut dans le



détroit d'Ormuz», a-t-il ajouté. Le cours du pétrole grimpe «non pas parce que ce tanker contenait assez de pétrole pour avoir un impact sur le marché mais en raison du risque qu'un incident similaire ne se reproduise en Iran, Arabie saoudite ou Irak», a aussi souligné l'analyste Thina Margrethe Saltvedt. Cet incident

est le dernier d'une longue série dans la région, après notamment des attaques en Arabie saoudite, des saisies de pétroliers dans le Golfe et la destruction d'un drone américain par Téhéran. L'avant-dernier avait piqué au vif les marchés mi-septembre : des frappes – attribuées par certains à l'Iran – contre deux

sites pétroliers du géant Aramco dans l'est de l'Arabie saoudite, le plus gros exportateur mondial d'or noir, avaient provoqué une chute brutale de sa production. Les prix du brut avaient alors brièvement bondi de 20 %. Les cours du brut ont aussi été soutenus vendredi par l'espoir d'un accord commercial entre la

Chine et les Etats-Unis, le président américain, Donald Trump, affichant son optimisme au second jour des négociations entre les deux parties. «La croissance de la demande en pétrole est tellement dépendante des pays émergents, qui pâtissent de cette guerre commerciale, que parvenir à un accord décent permettrait d'améliorer les perspectives pour les mois à venir», a estimé M. Glickman. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a d'ailleurs, dans son rapport mensuel vendredi, estimé que le marché pétrolier était plus dominé par la faiblesse de la demande et la perspective d'une offre abondante sur le marché mondial que par les craintes sur la sécurité. L'organisme a, en conséquence, légèrement revu à la baisse de 0,1 million de barils par jour (mbj) ses prévisions de croissance de la demande de brut pour 2019 et pour 2020, estimant cette croissance à 1 mbj et 1,2 mbj respectivement. Pour cette année, la révision est essentiellement technique tandis que le changement pour l'an prochain est motivé par des prévisions d'une croissance économique plus faible. **S. Y.**

Changes

Optimistes sur le Brexit, les marchés britanniques grimpent

Les marchés britanniques étaient portés par un vent d'optimisme sur le Brexit qui faisait décoller le livre sterling et s'envoler de plus de 10 % des titres d'entreprises centrées sur le Royaume-Uni, comme la banque RBS. Après avoir grimpé de près de 2 % la veille, la livre, baromètre de l'humeur des investisseurs sur le Brexit, a pris un temps autour de 1 % face au dollar et à l'euro vendredi matin. Elle est à un plus haut en cinq mois face à la devise européen-

ne. Sur le marché boursier, les valeurs les plus dépendantes de l'économie britannique, dans le BTP, la finance et la distribution, s'emballaient et certaines connaissaient même des envolées d'une ampleur assez rare. La banque RBS prenait 11,72 %, sa concurrente Lloyds Banking Group 10,14 %, le groupe de magasins de bricolage Kingfisher 10,89 % et le groupe de construction Barratt Developments 10,43 % vers 11h00 GMT. «Le regain d'opti-

misme sur l'issue des négociations européennes dope des actions qui sont normalement dans la ligne de tir du Brexit, notamment dans la construction et les banques», estime Richard Hunter, analyste chez Interactive Investor. En revanche, la vigueur de la livre pesait sur les titres de multinationales qui réalisent une grande partie de leur résultat dans d'autres devises, limitant la hausse de l'indice vedette FTSE-100 qui ne prenait que 0,40 %. L'indice élargi FTSE-250, qui

reflète davantage la physionomie de l'économie britannique, bondissait quant à lui de 2,59 %. Ce regain d'espoir est parti d'une déclaration commune jeudi du Premier ministre britannique Boris Johnson et de son homologue irlandais Leo Varadkar, estimant qu'un chemin était possible pour un compromis avant la date prévue du Brexit le 31 octobre. Et à son tour le négociateur européen en chef Michel Barnier a salué vendredi une rencontre «constructive»

avec le ministre britannique tout en recommandant la «patience». Il n'en a pas fallu plus aux investisseurs pour pousser un ouf de soulagement et estimer que le risque d'une sortie sans accord, redouté des marchés et des milieux d'affaires, s'éloignait. Neil Wilson, analyste chez Markets.com, prévient toutefois que cette hausse de la livre «pourrait être compromise en cas de nouvelle négative, mais réaliste, dans les prochains jours». **Salem K./APIS**

Commerce

Trump annonce un accord partiel «très important» avec la Chine

Le président américain, Donald Trump, a affirmé vendredi que les Etats-Unis et la Chine étaient parvenus à un accord commercial partiel «très important» dont les détails concrets n'étaient pas immédiatement disponibles. «Nous sommes parvenus à un

accord très important de phase 1», a dit le président américain à la presse après une rencontre avec Liu He, le principal négociateur chinois. Cette phase 1, si on les détails concrets n'étaient pas immédiatement disponibles. «Nous sommes parvenus à un

accord très important de phase 1», a dit le président américain à la presse après une rencontre avec Liu He, le principal négociateur chinois. Cette phase 1, si on les détails concrets n'étaient pas immédiatement disponibles. «Nous sommes parvenus à un

accord très important de phase 1», a dit le président américain à la presse après une rencontre avec Liu He, le principal négociateur chinois. Cette phase 1, si on les détails concrets n'étaient pas immédiatement disponibles. «Nous sommes parvenus à un

accord très important de phase 1», a dit le président américain à la presse après une rencontre avec Liu He, le principal négociateur chinois. Cette phase 1, si on les détails concrets n'étaient pas immédiatement disponibles. «Nous sommes parvenus à un

Burundi

Le gouvernement réfléchit à la nationalisation de la filière café

Le gouvernement du Burundi réfléchit à une nationalisation de la filière afin de relancer l'industrie, a annoncé le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage, Déo-Guide Rurema. Les raisons d'une reprise en main par l'Etat sont à chercher dans la stagnation de la production depuis la libéralisation du

secteur en 1991 et la faillite du secteur privé à répondre aux besoins des producteurs, indiquent les autorités. D'après M. Rurema, l'exécutif devrait revoir le cadre législatif pour réformer le secteur et améliorer sa contribution au budget de l'Etat. Du côté de la Confédération nationale des caféiculteurs (CNAC), on dénon-

ce une démarche unilatérale de la part du gouvernement. «Durant de nombreuses années, les plateformes de producteurs ont investi dans la production et maintenant le gouvernement veut prendre le contrôle de nos usines», s'inquiète Joseph Ntirabampa, président de la CNAC. Pour rappel, le café a été introduit au Burundi depuis

1922. Le pays s'attend à une chute du tiers de sa récolte à 12 000 tonnes de fèves de café en 2019-2020. La culture du café au Burundi est l'apanage de 800 000 ménages et occupe 60 000 hectares. Pour rappel, le Burundi compte exporter 22 000 tonnes de café durant la campagne 2019 qui débutera en

février prochain contre un volume de 18 000 tonnes expédié cette année. Le pays espère atteindre d'ici à 2022 une production caféière de 30 000 tonnes grâce au Projet d'appui à la compétitivité du secteur café (PACSC) financé par la Banque mondiale et lancé dans le pays depuis 2016. **R. E.**

Souk Ahras

3 400 emplois générés par le secteur du bâtiment et de l'habitat

■ Au total, 3 413 postes d'emploi ont été proposés au cours des trois dernières années par les entreprises activant dans le secteur du bâtiment dans la wilaya de Souk Ahras, a-t-on appris du directeur de l'annexe locale de l'Agence nationale de l'emploi (Anem).

Par Nassima A.

Mille quarante-cinq offres d'emploi ont été proposées par le biais du bureau de wilaya de l'Anem dans le secteur du bâtiment durant l'année 2017 contre 1 428 en 2018 et 940 au cours de l'actuel exercice, a expliqué le directeur local de l'Anem. Les postes proposés au cours de l'année 2019 représentent la somme des emplois

Médéa Plusieurs mesures prises au profit des habitants des communes de Derrag et Azziz

PLUSIEURS MESURES ont été prises au profit des habitants des communes de Derrag et Azziz, sud-ouest de Médéa, à l'issue d'une visite du wali, en vue d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces localités. Il a été décidé, dans ce contexte, l'octroi d'un quota de cinquante aides d'habitat rural à des citoyens de la commune de Derrag, qui vivaient dans des conditions précaires. Ce qui vient s'ajouter à un précédent quota d'une vingtaine d'aides, affecté à des familles résidant dans des constructions menaçant ruine. Des instructions ont été données, lors de cette visite, au directeur local du logement afin d'accélérer les procédures d'affectation de ces aides pour permettre aux bénéficiaires d'entamer la construction de leurs logements avant le début de la période hivernale. Concernant la commune de Azziz, une subvention financière sera débloquée pour le réaménagement d'un ancien internat, fermé pendant plus d'une vingtaine d'années pour divers motifs. Cette structure sera transformée en annexe pour le palier moyen. Autres mesures prises dans cette localité à vocation agropastorale par excellence, la réouverture des structures fermées, faute de moyens ou de personnel d'encadrement, en l'occurrence le bureau de poste et le centre de santé, situés au niveau des village d'El-Katar et Labiadh, limitrophes de la wilaya de Tissemsilt. Des agents paramédicaux et des équipements pour les soins de base seront affectés «*incessamment*» à ces centres de santé, de façon à les rendre à nouveau fonctionnel, alors qu'un personnel réduit assurera certaines prestations au niveau du bureau de poste, une fois ce dernier réhabilité.



générés par des entreprises économiques nationales et étrangères, notamment celles chargées de la réalisation des programmes de logement AADL1 et AADL 2 au chef-lieu de wilaya, et les communes de Sedrata et M'darouèche, a indiqué la même source, révélant que les plus grands nombres de placements ont été effectués au sein de l'entreprise de construction chinoi-

se Sinohydro et l'entreprise turque «Atlas» avec respectivement 450 et 170 demandeurs d'emploi placés. M. Mezouz a, dans ce contexte, fait savoir que 2 982 demandeurs d'emploi de différents niveaux de qualification, ont été placés dans le secteur du bâtiment durant ces trois dernières années. Le directeur de l'annexe locale de l'Anem a, par ailleurs, indiqué

que plus de 300 offres d'emploi dans le secteur du bâtiment et travaux publics allaient être prochainement proposées par l'entreprise publique Cosider dans la daïra de Sedrata. Afin d'obtenir de meilleurs résultats et d'augmenter le nombre de placements de demandeurs d'emploi, les responsables de l'agence de wilaya de l'emploi ont mis en place un programme spécial

pour aller au-devant des entreprises économiques locales. Au terme de ce programme, l'ANEM-Souk Ahras a effectué pas moins 2910 sorties sur terrain entre le 1er janvier et le 31 août 2019, ce qui a permis de placer un total de 1 749 demandeurs d'emploi, répartis entre les secteurs du BTP, les services, l'industrie et l'agriculture.

N. A./APS

Tissemsilt

L'aménagement de huit bureaux de poste achevé

Les travaux d'aménagement de huit bureaux de poste ont été achevés dernièrement dans la wilaya de Tissemsilt, dans le cadre des efforts visant à améliorer la qualité des services postaux et financiers de l'unité de wilaya d'Algérie Poste, a-t-on appris du directeur de cette instance. En marge de la célébration de la journée mondiale de la poste (9 octobre), Safi Yarou a indiqué que ces travaux ont touché les bureaux de poste des communes de Tissemsilt (3) Sidi Abed, Khémisti, Lardjam, Béni Chaïb et Selmana, dans la com-

mune de Theniet El had. Les travaux d'aménagement qui ont nécessité une enveloppe financière de plus de 70 millions DA, ont porté sur la réfection des murs, le revêtement, la rénovation des différents réseaux, l'embellissement des façades et le renouvellement des équipements. Par ailleurs, il est attendu l'achèvement des travaux d'aménagement de trois bureaux de poste de Lazharya et Lardjam avant la fin de l'année en cours. Il est prévu le lancement, dans les prochains jours, de travaux de rénovation et de réaménage-

ment de quatre bureaux de postes à Tamalahat, Layoune, Theniet El Had et Sidi Boutechent, en plus du lancement de la réalisation d'un nouveau bureau de poste à Lardjam et la mise en service d'un autre à Bordj Bounâama. Concernant le projet de réalisation de la recette principale du chef-lieu de wilaya, le même responsable a indiqué que ce projet, ayant nécessité un montant de 110 millions DA, enregistre un taux d'avancement de 80 pc et sera réceptionné d'ici la fin de l'année. Il a aussi annoncé que l'unité d'Algérie Poste a

reçu jusqu'à ce jour, 51.876 CIB Golden dont 44.913 ont été remises à leurs propriétaires. Pour rappel, la wilaya de Tissemsilt compte actuellement 45 bureaux de poste, encadrés par 240 fonctionnaires. La cérémonie de célébration de la journée mondiale de la poste a été marquée par la réouverture de l'ancienne recette principale de Tissemsilt, qui a fait l'objet de travaux d'extension et l'inauguration d'une exposition de timbres postaux et d'affiches sur les missions et le rôle d'Algérie Poste.

Samy Y.

Tébessa

710 millions de DA pour l'aménagement de plusieurs routes nationales et chemins

Une enveloppe financière de l'ordre de 710 millions DA a été allouée pour la réalisation des travaux d'aménagement de plusieurs routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW), a indiqué le directeur local des travaux publics, Rachid Salmi. Le même responsable a précisé que cet investissement alloué dans le cadre du fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, a été mobilisé pour l'aménagement et la réhabilitation de plusieurs tronçons de routes. L'opération touchera plusieurs routes à travers 8 communes de cette wilaya fronta-

lière, à savoir Bir El-Ater, Négrine, El-Ogla Lmalha, Safsaf El-Ouesra, Thlidjen, Bekaria, Hamamet et Boukhadra, a ajouté la même source. S'agissant du but de cette opération, M. Salmi a souligné que ces travaux visent l'amélioration du cadre de vie des habitants de ces régions, le désenclavement des zones isolées et l'amélioration et la mise à niveau des routes de Tébessa. Dans les détails, le directeur local des travaux publics a révélé que 400 millions de DA ont été alloués pour la réalisation du 2ème tronçon de l'évitement de la ville de Tébessa sur une

longueur de 6 km, dans le but de désenclaver le chef-lieu de wilaya. De plus, le CW n° 1 reliant les communes de Bir El-Ater et El-Ogla Lmalha bénéficiera d'une opération de mise à niveau sur une longueur de 17 km, a ajouté la même source. Sur un autre registre, le même responsable a déclaré que le taux de réalisation d'un évitement du gisement de phosphate (Bir El-Ater) s'élève à une longueur de 16 km a atteint 40%, soulignant qu'il devrait être mis en service en juillet 2020.

F. S.

4^e commission de l'ONU

Les pétitionnaires appellent à tenir un référendum d'autodétermination au Sahara occidental

■ Des pétitionnaires sur le Sahara occidental, auditionnés jeudi par la quatrième commission de l'ONU chargée de la décolonisation, ont réaffirmé le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'indépendance, appelant les Nations unies à accélérer la tenue d'un référendum d'autodétermination dans la dernière colonie d'Afrique.

Par Moncef T.

M. Daniel Dart, de l'organisation DEC Projects, qui est intervenu au débat général de la commission qui se tient à New York, a regretté «le silence et la passivité de l'ONU» face à ce conflit vieux de plusieurs décennies.

«Vous êtes face à une guerre et vous restez les bras croisés», a déclaré Daniel Dart devant la commission avant d'appeler à la signature d'une lettre qu'il a rédigée pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental.

De son côté, Mohamed Ali Arkoukou, de l'organisation Familles déplacées, a appelé à «faire entendre la voix des Sahraouis». La situation coloniale dans le territoire non autonome du Sahara occidental est imputable, selon lui, à «l'incapacité de l'ONU de faire appliquer un référendum d'autodétermination» mais également aux blocages exercés par la France et le Maroc.

M. Arkoukou a estimé que la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) «ne fait que servir les intérêts de la monarchie alaouite, alors que le peuple sahraoui est malmené au quotidien par le colon marocain».

«Nous sommes un peuple occupé, mais condamnons la manière avec laquelle le Conseil de sécurité traite cette question», a lancé le pétitionnaire.

Prenant la parole au cours de ce débat, Mula Ahmed, de la «Sahrawi Association in the United States», a déploré l'absence de liberté d'expression au



Sahara occidental et le maintien de l'occupation marocaine.

«Il s'agit d'une question de droit international, d'autodétermination et de la capacité de l'ONU de faire respecter ses propres résolutions», a-t-il affirmé.

Il faut que l'Envoyé personnel du Secrétaire général puisse avoir l'autorité de faire respecter les résolutions du Conseil de sécurité, a exigé Mula Ahmed, saluant au cours de son intervention l'initiative des Etats-Unis de limiter le renouvellement du mandat de la Minurso à des périodes de six mois.

M^{me} Fatematu Jatri Emhamed, de Peace and Justice Center à Decorah, Iowa, a plaidé pour une solution politique pacifique et pour le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

La militante a déploré l'incapacité de la quatrième commission à faire appliquer ses propres résolutions faute de coopération du Maroc, critiquant également «le soutien de la France au Maroc et l'inaction de l'ONU».

M^{me} Vanessa Ramos, de l'American Association of Jurists, a pointé du doigt l'exploitation illégale des ressources naturelles du Sahara occidental par le Maroc, estimant qu'il est de la responsabilité de l'ONU de réaffirmer et de combattre l'existence de toute forme de colonialisme, y compris celui exercé par le biais d'une exploitation économique «incompatible avec la Charte des Nations unies».

Face à ces pratiques et aux violations des droits du peuple du Sahara occidental, y compris les détentions arbitraires, le pétitionnaire a exhorté l'ONU à protéger effectivement les droits culturels, sociaux, civiques, politiques et économiques du

peuple sahraoui, appelant le Maroc à mettre fin à ses activités militaires dans la région, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui, Said Ayachi, a affirmé pour sa part que le peuple sahraoui «vivait une tragédie immense et une injustice violente et intolérable».

Malgré les dénonciations justifiées et les multiples rapports vérifiés et établis par des ONG et des observateurs internationaux, les droits de l'homme continuent d'être violés par le Maroc au Sahara occidental, un territoire que le Royaume occupe depuis 44 ans sans que «nul ne lui en ait donné le mandat».

Le pétitionnaire a ajouté que 27 ans après la création de la Minurso, le référendum d'autodétermination n'a toujours pas eu lieu, à cause des manœuvres dilatoires et de l'arrogance des

autorités marocaines.

Said Ayachi a demandé l'élargissement du mandat de la Mission à la surveillance des droits de l'homme afin de protéger les Sahraouis, exhortant, par ailleurs, l'ONU à accélérer la tenue d'un référendum d'autodétermination. S'exprimant au cours de ce débat général, M^{me} Maria Ines Miranda Navarro, de l'Association internationale des juristes pour le Sahara occidental, a critiqué le «silence incompréhensible» de la quatrième commission sur ce dossier, se disant également étonnée du silence de l'Espagne, puissance coloniale qui parle de Gibraltar mais pas du Sahara occidental.

«Le peuple sahraoui a été divisé, enfermé, maltraité, ses droits à l'autodétermination et à la souveraineté bafoués, tandis que les responsables (de cette situation) vivent en toute impunité», a déploré la pétitionnaire.

M. T.

Inflation au Maroc

Hausse de 0,6 % des prix à la consommation au 3^e trimestre

Les prix à la consommation au Maroc ont augmenté de 0,6 % durant le 3^e trimestre contre une hausse de +0,2 % enregistrée au 2^e trimestre 2019, selon le Haut-Commissariat marocain au plan (HCP). Cette évolution s'explique par une hausse de 0,3 % des prix des produits alimentaires contre une baisse de 0,8 % durant la même période de comparaison, explique la note de conjoncture trimestrielle du HCP. L'évolution la plus remarquable aurait été celle des prix des légumes frais qui aurait contribué pour +0,5 point à la hausse de l'indice global, précise la même source, notant que les prix à la consommation des produits non alimentaires auraient, à l'inverse, affiché

une légère décélération de leur rythme de croissance, pour se situer à +0,8 %, attribuable notamment à la baisse des prix des carburants. Pour sa part, l'inflation sous-jacente, qui exclut les tarifs publics et les prix des produits frais, aurait poursuivi sa tendance haussière, marquant un accroissement de 1,4 % au troisième trimestre, suite à la légère accélération des prix des services et des produits manufacturés. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation ralentirait à +0,4 % en 2019 après +1,9 % en 2018, alors que sa composante sous-jacente progresserait de 1,2 %, au lieu de +0,7 % l'année précédente, estime le HCP.

Mina G.

Mauritanie

Le chef de l'État consulte le leader d'opposition Biram Dah Abeid

En Mauritanie, le chef de l'État poursuit ses consultations avec les leaders de l'opposition. Il a longuement reçu le parlementaire et leader du mouvement abolitionniste IRA, Biram Dah Abeid, arrivé deuxième à l'issue de la présidentielle de juin dernier avec près de 19 % des suffrages exprimés. Lors d'une conférence transformée en meeting, mardi 1^{er} octobre, Biram Dah Abeid a affirmé avoir évoqué avec le nouveau chef de l'État, Mohamed Ould Ghazouani, tous les problèmes liés aux violations des droits de l'homme, notamment la question de l'esclavage.

L'esclavagisme continue en Mauritanie, selon Biram Dah Abeid, qui a évoqué avec le président Ghazouani un cas précis. «J'ai pris comme exemple l'ignoble démarche, la honteuse démarche du juge du tribunal de Nouakchott Sud qui a pris une position qui vise à blanchir les crimes contre l'humanité de l'esclavage perpétrés contre la petite Ghaya Maiga par les criminels esclavagistes», a-t-il déclaré.

Reconnaissance d'IRA

Le leader haratine a révélé ses propositions faites au prési-

dent mauritanien pour décrire la situation politique dans le pays.

«La reconnaissance du parti et de l'ONG des Droits de l'homme, le mouvement d'idée qui s'appelle IRA Mauritanie.

Il faut aussi la cessation des poursuites judiciaires à caractère politique contre les opposants mauritaniens et des hommes d'affaires», poursuit-il. Biram Dah Abeid dit avoir observé chez Mohamed Ould Ghazouani une volonté de trouver des solutions en vue de consolider l'unité nationale.

R. M.



Incendies près de Los Angeles

2 morts, 100 000 évacuations

■ Le sud de la Californie, notamment la région de Los Angeles, est la proie depuis vendredi d'importants incendies qui ont fait deux morts et forcé plus de 100 000 personnes à fuir, alors que les pompiers préviennent qu'il leur faudra au moins encore 24h pour en venir à bout.

Par Rosa C.

Le feu le plus important, celui de Saddleridge, dans la vallée de San Fernando, à une trentaine de kilomètres seulement du centre de Los Angeles, avait commencé tard jeudi soir et, avivé par des vents violents, est très vite devenu incontrôlable. Vendredi soir, il avait consumé plus de 3 000 hectares et détruit au moins 31 bâtiments, et continuait à embraser quelque 300 hectares par heure, selon les pompiers. En dépit des forces engagées – un millier de pompiers aidés d'hélicoptères et d'avions lâchant sur le brasier de l'eau et des produits retardateurs de feu – seulement 13 % de l'incendie était sous contrôle. C'est en tentant de sauver sa maison de cet incendie qu'un homme d'une cinquantaine d'années est décédé d'une crise cardiaque. Dans cette région qui fait partie de la grande banlieue de Los Angeles, les autorités ont donné ordre à plus de 100 000 personnes de quitter leurs logements, potentiellement menacés par l'incendie. «C'est un feu très dynamique. N'attendez pas pour partir», a expliqué aux habitants le chef des pompiers de la métropole de Los Angeles, Ralph Terrazas. «Si vous restez dans les zones concernées par ces évacuations, nous ne pourrions pas assurer votre sécurité», a souligné de son côté le chef de la police de Los Angeles, Michel



R. C.

Moore, demandant aux habitants de respecter les ordres et d'aller dans les centres d'hébergement d'urgence mis sur pied dans la métropole. «Préparez-vous à ce que cela dure plusieurs jours», a mis en garde M. Moore, qui a déployé 250 agents pour faire appliquer la mesure. A une centaine de kilomètres plus à l'est, à Calimesa, le feu a fait une autre victime, une femme de 89 ans morte lorsqu'un incendie a balayé le parc de mobil-homes où elle résidait, détruisant 76

maisons. Le feu avait été déclenché par le conducteur d'une benne à ordures dont le chargement avait pris feu et qui l'a précipitamment déversé sur le bord de la route, enflammant des broussailles. «On dirait que ça devient la norme en Californie», se désole Oscar Mancillas, un habitant de Sylmar, qui regarde, impuissant, les flammes consumer les collines près de son

domicile. «La végétation est si sèche, mais on a quand même de la chance car elle n'a pas vraiment repoussé depuis le précédent feu», déclare-t-il à l'AFP. Désormais, la Californie doit systématiquement faire face à des incendies de grande ampleur en plein hiver, une tendance qui n'existait pas voici une dizaine d'années. «Malheureusement, c'est vrai, la saison des incendies

est plus longue. Avant on avait l'habitude qu'elle dure trois ou quatre mois, désormais on a des situations comme celle-ci tout au long de l'année», a expliqué à l'AFP Al Poirier, officier des pompiers de Los Angeles. Dans le nord de l'État, le fournisseur d'électricité PG&E avait décidé dès mercredi de coupures préventives en raison de prévisions météorologiques propices aux feux de forêt. Des centaines de milliers de clients, pour certains aux portes de San Francisco et de la Silicon Valley, ont été privés de courant. L'opérateur a annoncé avoir restauré l'électricité pour la moitié des clients affectés, mais plus de 300 000 personnes restaient touchées par ces coupures préventives, de moindre envergure, ont également été mises en œuvre dans le sud de l'État. L'an dernier en novembre, trois gigantesques incendies dans le nord et le sud de la Californie avaient ravagé plus de 100 000 hectares. L'un d'entre eux, le «Camp Fire», avait fait 86 morts et pratiquement rayé de la carte la petite ville de Paradise (26 000 habitants), où neuf maisons sur dix ont été brûlées. L'enquête avait conclu que les lignes électriques de PG&E étaient à l'origine du brasier.

R. C.

Guerre commerciale

Pékin et Washington règlent leur différend à «pas de bébé»

Peu de détails et des questions épineuses non réglées : l'accord de principe arraché vendredi par la Chine et les États-Unis sur le front de la guerre commerciale est fragile et ressemble davantage à une trêve, assurent plusieurs analystes interrogés par l'AFP. Visé par une procédure explosive de destitution aux États-Unis, le président américain a revendiqué un accord partiel «très important» avec Pékin sans s'attarder sur son contenu et en renvoyant au mois prochain une éventuelle signature. «Ce n'est pas grand-chose et ça ne mène pas très loin sur les grandes questions», prévient Barry Naughton, de l'Université de Californie. Après une rencontre à Washington avec le principal négociateur chinois, Donald Trump a assuré qu'un texte pourrait être signé «au cours des quatre prochaines semaines». De son côté, la Chine a parlé de pourparlers «constructifs». Cette posture permet aux deux pays, engagés depuis mars 2018 dans une guerre commerciale sans merci, d'éviter une escalade qui pourrait être préjudiciable à leur économie. Pékin s'est engagé à acheter davantage de produits agricoles en provenance des États-Unis, une mesure récla-

mée de longue date par le président américain qui brigue un second mandat. Elle devrait bénéficier à une partie de son électorat : les agriculteurs. En échange, la Chine a obtenu que M. Trump renonce à l'augmentation de 25 à 30 % des tarifs douaniers punitifs sur 250 milliards de dollars d'importations chinoises aux États-Unis, qui devait entrer en vigueur mardi. «L'absence de détails et le fait même qu'il ait fallu des semaines pour parvenir à ce «pas de bébé» a rapidementouché l'optimisme autour des pourparlers», relève Stephen Innes analyste chez AxiTrader. «Il s'agit d'une étape importante, pas tant sur le contenu mais sur la méthode qui, avec beaucoup d'incertitude, peut mener à une série d'ententes progressives», veut croire M. Naughton. L'entente concerne également la propriété intellectuelle – un droit souvent bafoué en Chine –, une plus large ouverture du secteur des services financiers chinois et un volet sur les taux de change. «Des progrès substantiels ont été réalisés dans ces domaines», a commenté hier l'agence officielle Chine nouvelle sans préciser les avancées en question. Les médias du pays, étroitement contrôlés par le parti communis-

te au pouvoir, assuraient, eux, une couverture minimaliste des pourparlers. La guerre commerciale, qui empoisonne les relations entre Pékin et Washington, se traduit depuis l'an dernier par des surtaxes douanières réciproques portant sur des centaines de milliards de dollars d'échanges annuels. Et ce bras de fer menace à présent la croissance des deux premières économies mondiales et du reste du monde. Le PIB de la Chine a atteint 6,2 % au 2^e trimestre 2019 sur un an, soit sa plus faible performance depuis au moins 27 ans. Vendredi, Pékin publiera les chiffres pour le 3^e trimestre. «La trêve (...) est indispensable pour stabiliser la croissance à court terme de la Chine», affirme Song Houze, du groupe de réflexion MacroPolo spécialisé dans l'économie chinoise. «Le ralentissement de la croissance aux États-Unis oblige Washington à la retenue et une intensification de la guerre commerciale semble peu probable», fait-il remarquer. Pour autant, une vraie avancée dans les négociations est «peu réaliste» du fait de «sujets épineux» non résolus comme les subventions massives accordées aux entreprises d'État chinoises ou la question des technologies.



Commentaire

Impeachment

Par Fouzia Mahmoudi

Il était prévisible que les républicains, plus particulièrement l'équipe de Trump, allaient réagir prestement face à la menace d'une destitution de Donald Trump que font peser depuis quinze jours les démocrates sur le président milliardaire. Cette semaine, l'administration Trump a ainsi fustigé le «harcèlement» des démocrates à son encontre, après que l'opposition a sommé la Maison-Blanche de lui fournir des documents dans le cadre de l'enquête parlementaire en vue d'une procédure de destitution de Donald Trump. Les démocrates, qui ont accusé le président américain d'«entrave et d'opérations de dissimulation» en refusant de collaborer à leurs investigations, ont fait monter la pression sur l'exécutif en exigeant aussi du vice-président Mike Pence qu'il leur fournisse des documents. La présidence a jusqu'au 18 octobre pour obtempérer. Trump est menacé d'une mise en accusation («impeachment») pour avoir demandé au président ukrainien Volodymyr Zelensky, lors d'un appel téléphonique le 25 juillet, de l'aider à rassembler des informations compromettantes sur Joe Biden, bien placé pour l'affronter en 2020. En visite à Athènes, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a jugé hier que le Congrès avait «maltraité les employés du département d'État en les contactant directement et en cherchant à obtenir des documents qui appartiennent au département d'État». «C'est du harcèlement», a-t-il lancé. Le secrétaire d'État, qui était présent lors de l'appel entre Trump et Zelensky, a toutefois promis d'être «plus réactif» et de fournir «tous les documents requis par la loi». Un assistant de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants avait indiqué à CNN que Pompeo n'avait pas livré dans le délai imparti les documents réclamés dans une injonction envoyée le 27 septembre. Les démocrates continuent ainsi à se démener pour réussir à faire de l'impeachment une réalité pour saboter la campagne présidentielle de Trump et éviter, même si les sondages ne sont pas en sa faveur pour le moment, un deuxième mandat du président milliardaire.

F. M.

Musique

L'Orchestre Concilium Musicum Wien s'invite à Béjaïa

■ Avant son passage lors de la 11^e édition du Festival culturel international de musique symphonique, l'Orchestre autrichien Concilium Musicum Wien anime un spectacle à Béjaïa, au bonheur des passionnés de musique classique. Prévu pour ce soir, cet événement sera une occasion de revisiter le répertoire musical universel avec des musiciens de renommée internationale.

Par Abla S.

Le Festival international de musique symphonique a élargi ses activités artistiques, proposant au public de Béjaïa un spectacle inédit. Il s'agit d'une soirée musicale animée par l'orchestre de renommée internationale Concilium Musicum Wien. Ce dernier, connu par le talent de ses membres, est un habitué de cet événement qui réunit des orchestres des quatre coins du monde. Cependant, Concilium Musicum Wien rencontre demain soir le public de Béjaïa pour la première fois.

Le but majeur de cette soirée, organisée dans le cadre de la onzième édition du Festival international de musique symphonique d'Alger, est de décentraliser les activités culturelles et

offrir au public de Béjaïa de découvrir cet orchestre.

Il faut savoir que le Festival international de musique symphonique d'Alger s'est ouvert hier soir à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih, en présence d'un public nombreux.

L'événement accueille 16 pays avec l'Egypte en invité d'honneur.

Des ensembles venant de Suisse, Tchèque, Egypte, France, Corée du Sud, Italie, Turquie, Autriche, Suède, Japon, Russie, Allemagne, Tunisie, Syrie, Ukraine et Chine, devront se succéder six jours durant, dans des répertoires variés de la musique et de l'opéra universels.

Au rythme d'une programmation de deux à trois concerts par soir, le 11^e Festival culturel international de musique symphonique, qui a bénéficié cette



année, selon son commissaire, Abdelkader Bouazzara, d'une enveloppe budgétaire de «20

millions de dinars», prévoit également des master class, encadrés par des formateurs de

Turquie, Chine, Suède, Autriche, Italie et Allemagne.

A. S.

Oran

La pièce «Mosaïque» en pantomime bientôt présentée au public

Le public oranais sera au rendez-vous avec la première représentation de la pièce «Mosaïque» en pantomime fin octobre au conservatoire de musique «Ahmed-Wahby» d'Oran, a-t-on appris mardi de l'auteur de ce spectacle.

Cette œuvre artistique de la pantomime traite de plusieurs événements politiques, sociaux et culturels sur la scène internationale depuis les événements du 11 septembre 2001 jusqu'à ce jour, a souligné Sidi Mohamed Belfadel, initiateur de ce spec-

taclé.

Ecrite et mise en scène par Houari Bouzeboudja Ghaffour, cette pièce sera interprétée par 12 comédiens en présentant 12 scènes de chorégraphie, mimes, musique en plus d'une heure, a ajouté l'artiste Belfadel.

Les initiateurs de cette pièce œuvrent à la présenter devant le comité de préparation des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en 2021 pour sa présentation aux manifestations culturelles prévues au titre de ce rendez-vous sportif international.

Sidi Mohamed Belfadel a réalisé plusieurs pièces et joué dans des feuilletons sociaux et mis en scène des films dont «Le suicide». Il prendra part avec son film «El Moudhriba» aux Journées du court métrage, prévues à Béchar le 23 octobre en cours.

F. H.

Festival Entrevues de Belfort (France)

«Abou Leïla» et «143 rue du désert» en compétition

Les longs métrages de fiction «Abou Leïla» de Amine Sidi Boumediene et «143 rue du désert» de Hassan Ferhani ont été sélectionnés parmi une dizaine d'œuvres en compétition au 34^e Festival Entrevues de Belfort (France), prévu du 18 au 25 novembre, annoncent les organisateurs. Coproduction, algéro-quinarienne de 140 mn, «Abou Leïla» revient sur les événements tragiques des années 1990, à travers l'histoire des jeunes Samir, joué par Slimane Benouari, et Lotfi campé par Lyes Salem qui traquent dans le désert algérien Abou Leïla, un dangereux terroriste. Le film

explore l'impact de la violence et ses traumatismes sur la société.

Programmé en mai dernier à Cannes dans la section «Semaine de la critique», «Abou Leïla» est le premier long métrage de Amine Sidi Boumediene, après ses deux courts métrages, «Demain Alger ?» et «El Djazira». Récemment, il a été projeté au 25^e festival de Sarajevo (Bosnie Herzégovine). «143, rue du désert», premier long métrage de fiction de Hassen Ferhani, a été présenté en avant-première mondiale au 72^e Festival de Locarno où il a reçu le «Prix du meilleur réalisateur émergent» et celui du «Jury junior».

D'une durée de 100mn, cette production algéro-quinarienne raconte l'histoire de Malika, gérante d'un modeste restaurant sur la route du désert, au fin fond du Sahara algérien, et où se croisent routiers, aventuriers et autres voyageurs.

Hassen Ferhani avait réalisé en 2016 «Fi rassi rond-point» (Dans ma tête un rondpoint), un documentaire aux nombreuses distinctions en Algérie comme à

l'étranger.

Sorti en août dernier, «143, rue du désert» a également été primé dans des festivals en Egypte et en Corée du Sud.

Créé en 1986, le Festival Entrevues est dédié au jeune cinéma novateur et indépendant.

Une section court et moyen métrages comptant treize films est également ouverte à la compétition de cette 34^e édition.

L. B.

«L'exposition» Monokrome» à Alger - Plusieurs artistes-peintres au rendez-vous

L'exposition «Monokrome», qui mettra en avant plusieurs artistes-peintres, aura lieu à Alger du 5 au 23 octobre prochains. Celle-ci ouvrira ses portes au public qui pourra aller à la découverte d'artistes originaux et talentueux.

Une liste de six artistes-peintres sera en effet présentée aux amoureux de l'art et des expositions à la galerie Ezzou/Art (Centre commercial et de loisirs Bab Ezzouar) durant une bonne partie du mois d'octobre.

Orthographiée «Monokrome» avec un «k», on comprend aisé-

ment que l'exposition sera soutenue par un dénominateur commun entre les artistes qui exposent. À savoir, une unicité des couleurs et des tons qui met un point d'honneur à sortir des clous.

Les artistes présents seront Adem Yahiaoui, Soumaya Azahaf, Elbahi Belkheiri, Yasmine Deghoul, Saadia Benadouda et Amina Benboureche.

L'occasion de se plonger dans des univers particuliers et d'admirer des talents toujours aussi productifs dans le milieu pictural.

R. Z.

AGEND'ART

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

Jusqu'au 17 octobre : 11^e édition du Festival culturel international de musique symphonique.

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)

Jusqu'au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 7 novembre :

Exposition collective «Balearics», avec la participation de 25 artistes méditerranéens, organisée par la Fondation Balearia en partenariat avec l'Institut Cervantès (Espagne).

Cercle Frantz-Fanon de Riadh-El-Feth (El Madania, Alger)

Jusqu'au 30 octobre :

Exposition de peinture «Vécu au gré du pinceau», de l'artiste Malika Laliham.

Basilique Notre-Dame d'Afriqua (Bologhine, Alger)

Jusqu'au 8 novembre :

L'exposition «La Bible patrimoniale de l'humanité», après avoir été présentée en 2010 au siège de l'Unesco, s'installe à la basilique. L'expo montre les diverses facettes de la Bible d'un point de vue culturel, historique et littéraire.

Jusqu'au 14 octobre

L'art du cuivre à l'honneur à Alger

Une exposition de tableaux faits en cuivre s'est ouverte hier et se poursuit jusqu'au 14 octobre courant. En effet, à mi-chemin entre peinture et sculpture, l'exposition mettra en avant des pièces dont l'esthétique repose entièrement sur la matière cuivrée.

C'est à l'hôtel Sofitel de la ville qu'aura lieu cette exposition hors du commun. Ayant déjà fait l'ob-

jet de plusieurs présences en festivals internationaux, l'exposition pose ses valises à Alger où le public pourra découvrir un travail qui mélange les genres.

Un mélange des genres notable, tant il invoque tradition et création, art et artisanat. Autant de rudiments qui donnent aux détails sculptés au millimètre près.

R. C.



Jeux africains 2019 d'haltérophilie

L'Algérie récupère trois médailles d'or et six en argent

L'ALGÉRIE a récupéré trois médailles d'or et six en argent du tournoi d'haltérophilie comptant pour les Jeux africains-2019 qui se sont déroulés au mois d'août dernier au Maroc, a-t-on appris vendredi de la Fédération algérienne de la discipline (FAH). Ces médailles sont revenues à l'Algérie après le contrôle antidopage positif effectué sur cinq athlètes égyptiens ayant pris part aux joutes continentales. D'ailleurs, la Fédération égyptienne, qui a publié les noms des cinq haltérophiles dopés, a été suspendue par l'instance internationale de la discipline pour une durée de deux années, en attendant le résultat de l'appel introduit par les Egyptiens, alors que le Comité olympique égyptien a aussi suspendu provisoirement sa fédération, en attendant les résultats de l'enquête qu'il a diligentée. Les médailles récupérées par l'Algérie ont été attribuées à Rabah Chouïya (+109 kg), Seriak Nafaa (73 kg) et Hireche Bouchra Fatma-Zohra (87 kg). Dans sa catégorie, Rabah Chouïya, détenteur de trois argent lors du concours de Rabat grâce à ses 160 kg (arraché), 195 kg (épaulé-jeté) et 355 kg (total), récupère trois breloques en or, revenues dans un premier temps à l'Egyptien Abderrahmane Al Sayed, contrôlé positif. Par ricochet, les médailles d'argent de la catégorie échoient au Nigérian Abdul Tijani et celles en bronze au Marocain Lagsir Badr-Eddine. La moisson de Nafaa Seriak (73 kg) a été aussi bonifiée de trois médailles d'argent que l'Egyptien Ibrahim Moustafa (suspendu) avait remportées sur le plateau qui avait sacré l'Algérie de trois bronze, avec les charges qu'il avait réussies à

Rabat. Les médailles d'or de la catégorie avaient été gagnées par le Tunisien Karem Ben Hnia, alors que le Marocain Abderrahim Moum, 4^e lors du concours, monte à la 3^e place et prend trois bronze. De son côté, Hireche Bouchra Fatma-Zohra a vu ses trois médailles de bronze changer de couleur pour passer à l'argent, après le contrôle positif de l'Egyptienne Samar Hossein. Les médailles d'or de cette dernière sont revenues de droit à la Camerounaise Clementine Noubbissi, tandis que la Marocaine Samira Ouass, 4^e en août dernier, se hisse à la 3^e marche du podium et prend trois bronze. Grâce à ces nouvelles breloques, l'haltérophilie algérienne a gagné deux places et remonte à la 5^e position avec 3 or, 9 argent et 3 bronze au classement des médailles de la discipline, dominé toujours par l'Egypte (31 or). Les autres haltérophiles égyptiens contrôlés positifs lors des derniers Jeux africains au Maroc sont Sara Ahmed Samir (76 kg) et Farag Salma (81 kg). La récupération, par les haltérophiles algériens de ces breloques ont également permis à l'Algérie de terminer sur le podium au classement général des médailles, chipant la 3^e position à l'Afrique du Sud, en attendant la confirmation par écrit de la Confédération africaine d'haltérophilie et la notification du Comité d'organisation marocain des Jeux. En comptabilisant ces nouvelles consécutions, l'Algérie totalise 125 médailles (36 or, 35 argent et 54 bronze), devant l'Afrique du Sud avec 36 or, 26 argent et 25 bronze. La première place restera aux Egyptiens avec notamment 97 or, suivis des Nigériens (46 or).

Mondiaux des vétérans de judo La sélection nationale avec huit représentants

HUIT JUDOKAS représentent l'Algérie aux Championnats du monde 2019 des vétérans (messieurs) qui se déroulent du 10 au 13 octobre dans la ville marocaine de Marrakech, selon la liste d'admission dévoilée par les organisateurs. Il s'agit de Bettouï Djamel (-60 kg), Rouibet Abdelkrim (-66 kg), Benaïssa Djemil (-81 kg), Rabie Kohli (-81 kg), Zinou

Boudaoud (-90 kg), Rabah Lamri (-100 kg), Saïdi Sofiane (+100 kg) et Ishak Guellil (+100 kg). Au total, 557 judokas, représentant 44 pays, participent à cet événement. Avec 190 athlètes engagés, la France est sans conteste le pays le mieux représenté dans ces Mondiaux 2019 des vétérans, loin devant la Russie (36), le Brésil (34) et l'Italie (32).

Championnat d'Afrique de voile (4^e journée) L'EN dames s'illustre en RSX

LES RÉSULTATS de la 4^e et avant-dernière journée du Championnat d'Afrique de voile, qualificatif aux Jeux olympiques 2020, disputée vendredi, sont marqués par la domination continue des Algériennes en RSX, alors que les messieurs occupent respectivement les 2^e et 3^e places. En RSX dames, Amina Berichi a conservé sa place de leader, suivie de sa compatriote Katia Belabbes (2^e) et de l'Egyptienne Sherifa Reda (3^e). Chez les messieurs, Hamza Bouras a reculé à la 2^e place, der-

rière le nouveau leader, le Seychellois Marc Gardette, alors que la 3^e position est occupée par l'autre Algérien, Ahmed Ramzi Boudjatit. Pour ce qui est des résultats en Laser standard (messieurs), le podium est provisoirement dominé par le Seychellois Rodney Govinden qui mène le bal devant l'Egyptien Aly Badawy et l'autre Seychellois Allan Julie. Les Algériens sont loin derrière. Enfin en Laser radial (dames), l'Algérienne Mallia Karassane occupe la 3^e place, derrière

Equipe nationale de football Belmadi reste insatisfait

■ Le coach national de football, Djamel Belmadi, s'est montré insatisfait après le nul enregistré par son équipe face à la RDC, pour le compte d'un match amical.



Par Mahfoud M.

Au-delà du résultat qui ne permet pas aux Verts de grignoter des places dans le classement-FIFA, c'est surtout le rendement de certains joueurs, notamment ceux qui n'ont pas l'habitude de jouer comme titulaires qui lui a déçu. Il avouera qu'il attend plus de certains éléments qui doivent se donner à fond pour mériter une place dans le groupe. Le sélectionneur national aurait souhaité remporter la victoire face aux Congolais, même s'il sait que cela était très difficile d'autant que l'Algérie est maintenant l'équipe à abattre après le

sacre décroché au Caire. Revenant sur le rendement de certains, il dira qu'ils auraient été plus performants s'ils s'étaient concentrés tout au long de ce match. Cependant, le driver des Verts n'a pas parlé que de choses négatives, vu qu'il était satisfait du rendement de certains de ses éléments qu'il avait incorporés. Il dira, à titre d'exemple, qu'il était très heureux pour Islam Slimani qui a inscrit le seul but pour l'EN et qui lui permet de rejoindre Madjer comme deuxième meilleur buteur dans l'histoire de la sélection nationale. «J'apprécie Slimani, c'est quelqu'un qui se donne à fond et qui fait tout ce qu'il peut pour

apporter un plus», dira le coach national qui souhaite le voir continuer sur cette lancée et ajouter d'autres buts à l'avenir. Il relèvera son beau parcours en ce début de saison avec l'AS Monaco. Pour ce qui est du prochain match face à la Colombie qui se joue mardi prochain, on croit savoir que Belmadi devrait compter sur les joueurs titulaires, ce qui reste logique étant donné qu'il s'agit d'un adversaire très difficile. L'EN devrait se rendre à Lille aujourd'hui pour prendre part au deuxième stage pour donner la réplique à la Colombie ce mardi.

M. M.

Raouf Salim Bernaoui

«Le football se joue sur du gazon naturel»

Huit stades de football en Algérie, dont la capacité d'accueil dépasse les 20 000 places, seront dotés prochainement de gazon naturel, a annoncé, vendredi à Oran, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui. «Le foot-

ball se joue sur du gazon naturel, et en Algérie nous disposons de nombreux stades aux normes internationales, sauf qu'ils ont besoin d'être réhabilités d'une manière efficace et dotés de gazon naturel», a déclaré le ministre, en marge de sa visite d'inspection au niveau des chantiers des nouvelles infrastructures sportives et d'autres en cours de réhabilitation à Oran qui se prépare à abriter les Jeux méditerranéens en 2021. «Il est vrai que le problème de la quasi-totalité des stades en Algérie se situe dans la qualité du gazon qui laisse à désirer. Mais au niveau du ministère, nous comptons remédier prochainement à ce problème et ce, en signant une convention avec le ministère de l'Agriculture par laquelle des gazonnières seront réalisées un peu partout dans le pays et qui permettront à l'avenir d'opérer par un système de plaquage au

niveau des stades dont les terrains seront revêtus en gazon naturel», a expliqué M. Bernaoui. Il a, en outre, insisté sur le fait que «le pays dispose bel et bien de stades de football lui permettant de postuler à l'organisation de grandes manifestations footballistiques internationales», mais à la seule condition que ces équipements soient adaptés aux normes internationales, ce qui exige leur remise à niveau dans les meilleurs délais. Les propos du ministre se voulaient une réaction aux déclarations tenues mardi par l'entraîneur national, Djamel Belmadi, qui a déploré la qualité des pelouses dont disposent les stades algériens, ajoutant qu'il était déçu du fait qu'une sélection championne d'Afrique ne dispose pas d'un stade avec une pelouse digne de ce nom pour accueillir des adversaires de gros calibres.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Commentant la scène politique dans le sillage du hirak

Makri s'attaque aux «nouveaux débarqués»

LE CHEF du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Abderrazak Makri, s'en est pris hier, aux «nouveaux débarqués de la scène politique», apparus dans le sillage de la révolution populaire «hirak» du 22 février.

En effet, dans un court commentaire posté hier, sur son compte twitter, le président du MSP a taclé «certains nouveaux débarqués sur la scène politique» après le 22 février. Selon lui, ces derniers ne regardent pas le hirak populaire comme une opportunité pour la démocratie», écrit-il. Pour le chef du MSP, Abderrazak Makri, «ces derniers ont cru que le hirak viderait la scène politique de sa composante». Il dira que ces nouveaux débarqués sur la scène politique ont cru devenir, sans un passé militant, les acteurs principaux. Selon Makri, c'est dans une logique de gain facile que ces derniers se sont lancés. Pour réussir la transition, «Donnons la chance à la démocratie et tout le monde en sortira gagnant», suggère-t-il.

Pour rappel, le MSP a décidé ne pas prendre part à la prochaine élection présidentielle prévue le 12 décembre. C'est le troisième parti islamiste à prendre une telle décision, avec le PLJ de Mohamed Said et le PJD de Abdallah Djabballah. Cette décision fait suite à une réunion, samedi soir, du conseil consultatif du MSP. Concernant la principale cause de ce refus, le MSP avance que «les préalables requis, notamment la transparence de l'élection, la satisfaction des revendications du hirak ne sont pas réunis». Pour sa position concernant son soutien ou non aux candidats en lice pour les présidentielles, le parti de Makri indique que le Mouvement de la société pour la

paix n'envisageait pas de participer à l'élection présidentielle du 12 décembre prochain ni de «soutenir un quelconque candidat». Le parti de Makri considère toutefois, que la présidentielle constitue, par principe, un impératif pour assurer la pérennité des institutions constitutionnelles et civiles et la sortie de crise. «Le MSP ne soutient aucun candidat et n'envisage pas de nouer des alliances, en l'absence de conditions d'une véritable concurrence», regrette le parti. Pour Makri, «sa formation est souveraine dans ses décisions et ne pourrait être récupérée par aucune partie. Le MSP œuvre à réaliser un consensus national qui sert l'intérêt du pays, loin des intérêts personnels. Il avance comme argument le respect de la décision d'un nombre important de citoyens qui veulent une élection présidentielle pour sortir de la situation actuelle. Le parti soutient-il, est pour le principe de convoquer une présidentielle en ce sens qu'elle constitue un impératif pour assurer la pérennité des institutions constitutionnelles et civiles et la sortie de crise, d'autant que la complexité de la situation économique exige un consensus national pour une réelle relance économique. M. Makri explique la non participation de sa formation à la prochaine échéance électorale, prévue le 12 décembre, par l'absence de la concurrence et la non satisfaction de la revendication relative au départ du gouvernement actuel, en sus des failles émaillant l'arsenal juridique dans le volet inhérent au processus électoral.

Louiza Ait Ramdane

Aokas

Un éboulement enregistré à l'entrée du tunnel

UN ÉBOULEMENT a été enregistré hier après-midi à l'entrée ouest du tunnel d'Aokas sur la RN 09 reliant Béjaïa aux wilayas de Sétif et Jijel. Les chutes de pierres n'ont heureusement fait aucune victime ni provoqué des dégâts matériels. Cependant, la quantité importante de pierres qui s'est détachée du flanc gauche de la route et s'est retrouvée au milieu de la route a paralysé le trafic routier. Une équipe de la direction des travaux publics de la wilaya est sur place avec des engins et tente de débayer la route et rétablir la circulation automobile. Pour rappel d'importants éboulements avaient été enregistrés au même endroit en 2005 puis en 2015. Plusieurs victimes avaient été enregistrées en 2015 suite à une importante chute de pierres qui avaient percuté alors un minibus de transport de voya-

geurs. L'éboulement avait eu lieu au mois de février et avait fait 7 morts et 14 blessés. Pour rappel, en mai 2005, d'importantes chutes de pierres avaient bloqué carrément la RN 09 pendant plusieurs semaines.

H. Cherfa

Accident de moto à Ouzellaguene/Béjaïa

Une personne trouve la mort

UN HOMME de 45 ans a trouvé la mort dans un accident de la route hier matin à Ouzellaguene. L'accident a été enregistré à 4h du matin sur la RN 26 au lieu-dit les autres chemins au niveau de cette localité. La victime était à bord d'une moto derrière le conducteur avant que qu'elle ne percuté de plein fouet un fourgon venant en sens inverse. L'impact a engendré la mort de l'accompagnateur du motard, précise la Protection civile de la wilaya de Béjaïa.

H.C.

Le consommateur face à la cherté de la vie



123456789012

Loumis

Djalou@hotmail.com

Du 15 au 19 octobre à Tizi Ouzou

3^e édition de «Tizi Bulle»

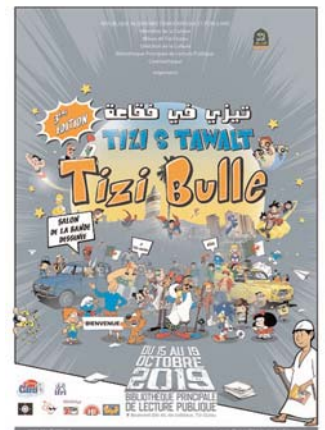
■ La 3^e édition du salon de la bande dessinée «Tizi Bulle», aura lieu du 15 au 19 octobre 2019, au niveau de la bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Tizi Ouzou.

Par Hamid M.

Au programme, l'exposition artistique des planches et travaux réalisés par les artistes bédésistes, le salon de la BD avec les maisons d'édition participantes, à savoir, l'Enag, Dalimen - Z-Link, HB- Manga Kissa, Ingese Editions et le magazine Ghomaida, une vente-dédicace avec les auteurs bédésistes, expo-vente des produits dérivés de la BD (T-shirt,

shop, pin's, figurines, goodies, jeux, mangas, accessoires, etc.), de la distraction aux enfants avec des jeux

«Algerian Potterheads» et «Gamers Rules», des ateliers et de la résidence des bédésistes dédié à la célébration du cinquantenaire de la création du personnage «M'Quidech», un dialogue en bulle avec les adhérents de l'atelier braille et des conférences qu'animeront des spécialistes en BD dont le journaliste, poète et romancier Lazhari Labter autour du «M'Quidech». A noter à l'ouverture de la manifestation dans l'après-midi de mardi prochain, deux concours seront lancés, à savoir la fresque «Tizi Bulle 3» et du dessin destiné aux enfants sous le thème «Protégeons l'environnement». Il



y aura également de la projection de films dessins animés au niveau de la cinémathèque de la ville de Tizi Ouzou et des sorties bibliobus. H. M.

Participation de la Palestine et de l'Ukraine

Fête de la plaquemine les 18 et 19 octobre à Mechtras

Le centre de formation et d'apprentissage de Mechtras (32 km au sud de Tizi Ouzou) abritera les 18 et 19 octobre courant la 7^e édition de la fête de la plaquemine. Plus d'une cinquantaine d'exposants venus des différentes régions du pays sont attendus

pour prendre part à cette manifestation. Et pour la première fois, depuis son lancement, deux pays étrangers participeront. Il s'agit de la Palestine et de l'Ukraine. Les organisateurs, l'association Tala Ouguelid et le CFPA de Mechtras ont concocté un program-



me riche pour la circonstance dont le marché des différentes variétés de la plaquemine, des activités artistiques et des conférences thématiques autour de la filière du fruit à l'honneur de la fête.

H.M.